|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | A/HRC/58/7 |
|  | **Advance unedited version** | Distr.: General20 November 2024Original: English/French |

**Human Rights Council**

**Fifty-eighth session**

24 February–4 April 2025

Agenda item 6

**Universal periodic review**

 **Report of the Working Group on the Universal Periodic Review**

**Côte d’Ivoire**

  Introduction

1. The Working Group on the Universal Periodic Review, established in accordance with Human Rights Council resolution 5/1, held its forty-seventh session from 4 to 15 November 2024. The review of Côte d’Ivoire was held at the 4th meeting, on 5 November 2024. The delegation of Côte d’Ivoire was headed by Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l’Homme, Monsieur Jean Sansan Kambile. At its 10th meeting, held on 8 November 2024, the Working Group adopted the report on Côte d’Ivoire.

2. On 10 January 2024, the Human Rights Council selected the following group of rapporteurs (troika) to facilitate the review of Côte d’Ivoire: Benin, Indonesia and Lithuania.

3. In accordance with paragraph 15 of the annex to Human Rights Council resolution 5/1 and paragraph 5 of the annex to Council resolution 16/21, the following documents were issued for the review of Côte d’Ivoire:

 (a) A national report submitted/written presentation made in accordance with paragraph 15 (a);[[1]](#footnote-2)

 (b) A compilation prepared by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) in accordance with paragraph 15 (b);[[2]](#footnote-3)

 (c) A summary prepared by OHCHR in accordance with paragraph 15 (c).[[3]](#footnote-4)

4. A list of questions prepared in advance by Belgium, Costa Rica, members of the core group of sponsors of the resolutions on the human right to a clean, healthy and sustainable environment (Costa Rica, Maldives and Slovenia), Germany, Liechtenstein, Panama, Portugal on behalf of the Group of Friends on national mechanisms for implementation, reporting and follow-up, Slovenia, Spain, and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America was transmitted to Côte d’Ivoire through the troika. These questions are available on the website of the universal periodic review.

 I. Summary of the proceedings of the review process

 A. Presentation by the State under review

5. Le Chef de la délégation de Côte d’Ivoire a souligné que le rapport national a été élaboré suivant un processus inclusif et continu. Pour le suivi de la mise en œuvre des 222 recommandations acceptées, la Côte d’Ivoire s’est dotée d’un plan national d’action des droits de l’homme, le 23 février 2022, puis a soumis un rapport à mi-parcours.

6. La situation des droits de l’homme en Côte d’Ivoire est marquée par une évolution significative de ses cadres normatif et institutionnel et de ses politiques publiques pour le renforcement des droits de l’homme.

7. La Côte d’Ivoire a renforcé sa coopération avec les mécanismes des droits de l’homme, notamment en soumettant ses rapports aux organes des traités et en coopérant étroitement avec les procédures spéciales des Nations Unies. 169 des 222 recommandations acceptées ont été intégralement mises en œuvre, pendant que la mise en œuvre se poursuit pour les 53 autres.

8. S’agissant des droits civils et politiques, la mise en œuvre du Plan d’action de politique sectorielle 2016–2020 du Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme a permis l’amélioration de l’accès à la justice. Le Code de procédure pénale encadre la garde à vue et la détention en les subordonnant à des conditions strictes. Les lieux de privation de liberté font l’objet de contrôles réguliers. Le Code pénal incrimine la torture en tant qu’infraction autonome, et l’assortit d’une peine criminelle. Le 16 octobre 2024, le Gouvernement a adopté un projet de loi portant création, attributions, organisation et fonctionnement du mécanisme national de prévention de la torture dénommé « Observatoire national de la détention ».

9. Le mécanisme de protection des défenseurs des droits de l’Homme, créé par arrêté interministériel du 10 novembre 2021, est opérationnel.

10. Pour lutter contre la traite, l’exploitation et le travail des enfants, le Plan d’action national 2019–2021, prorogé jusqu’en décembre 2023, a permis l’amélioration de l’accès des enfants aux services sociaux de base et la réduction de la vulnérabilité socio-économique des familles et des communautés.

11. S’agissant des droits économiques, sociaux et culturels, les mesures prises ont favorisé l’accroissement du nombre d’écoles, de salles de classe et d’enseignants face au nombre croissant des élèves.

12. Les ressources affectées à la santé ont connu une nette augmentation. Ces actions ont été appuyées par des initiatives d’amélioration de l’accès à l’eau potable. Pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile, la mise en œuvre du Plan stratégique de la santé de la mère et de l’enfant est effective. La Couverture maladie universelle garantit à toutes les personnes une prise en charge des soins par un régime d'assurance maladie.

13. La lutte contre la pauvreté est une priorité avec la mise en œuvre du projet "filets sociaux productifs" pour l’autonomisation des personnes assistées. La Côte d’Ivoire s’est dotée, le 15 juin 2023, d’un Programme national de sécurisation foncière.

14. La réforme des textes usuels a permis de renforcer l’égalité entre hommes et femmes. La loi du 14 octobre 2019 prescrit un quota minimum de 30% de femmes sur la liste des partis et groupements politiques lors des élections. La loi du 21 décembre 2021 relative aux mesures de protection de victimes de violences domestiques, de viol et de violences sexuelles autres que domestiques a fait l’objet d’une vaste campagne de vulgarisation. Grâce aux efforts Gouvernementaux, les mutilations génitales féminines ont connu une forte régression. L’âge du mariage est désormais fixé à 18 ans, sans possibilité de dérogation. Le Code pénal incrimine le mariage précoce et le mariage forcé.

15. Pour la protection des droits des personnes en situation de handicap, un Fonds a été créé par décret du 15 février 2023 pour leur insertion professionnelle.

16. Concernant la mise en conformité du Conseil National des Droits de l’Homme avec les Principes de Paris, celui-ci est classé au statut « A » depuis décembre 2020.

17. La Côte d’Ivoire s’est dotée d’une Stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Le Pôle Pénal Économique et Financier, juridiction spécialisée, a été créé par une loi du 11 mars 2022. L’Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels a été créée le 1er juin 2022.

18. En dépit des efforts Gouvernementaux, des défis subsistent. Cependant, des dispositions vigoureuses sont en cours pour y faire face, avec la coopération internationale.

19. A la question de l’Allemagne, le Chef de Délégation a répondu que dans la période en revue, 39 avocats ont été admis à exercer la profession d’Avocat régie par le Règlement de l’UEMOA.

20. Aux questions de l’Allemagne et des Etats Unis d’Amérique, il ressort que le Code pénal consacre l’interdiction de l’ensemble des motifs de discrimination prohibés en droit international. Les personnes LGBTI bénéficient d’une protection adéquate.

21. Sur la question de préparation des élections de 2025 soulevée par la Grande Bretagne et les Etats Unis d’Amérique, l’organisation de sessions du dialogue politique se fait de façon continue, outre récemment la révision de la liste électorale soutenue par des campagnes de sensibilisation.

22. A la question de l’Espagne, outre l’application des mesures alternatives à la détention, l’accroissement des capacités d’accueil des établissements pénitentiaires permettra de mettre le nombre de places disponibles en adéquation avec la population carcérale. Un logiciel de gestion des établissements et de l’administration pénitentiaire a été mis en place permettant de prévenir les dépassements de délais de détention préventive.

23. A la question de la Slovénie, le Chef de Délégation a précisé que le Code pénal incrimine explicitement la discrimination fondée sur l’âge. Le niveau des pensions et le panier des prestations ont été améliorés au profit des personnes retraitées.

 B. Interactive dialogue and responses by the State under review

24. During the interactive dialogue, 98 delegations made statements. Recommendations made during the dialogue are to be found in section II of the present report.

25. The Philippines noted the reforms undertaken to align national laws with international human rights standards and the ratification of the international instruments.

26. Poland welcomed the efforts undertaken by Côte d'Ivoire to implement recommendations from the previous review and to reform the legal framework.

27. Portugal noted the ratification of the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and the revision of the Criminal Code to prohibit torture.

28. Qatar noted the progress made by Côte d'Ivoire in protecting human rights, which reflected the commitment of the State to promoting social justice and sustainable development.

29. The Russian Federation noted efforts made by Côte d'Ivoire to ensure freedom of expression and hoped that the upcoming presidential elections would take place in an atmosphere of respect for human rights.

30. Saudi Arabia welcomed the significant developments in the normative and institutional frameworks and in public policy.

31. Senegal noted the ratification of international human rights instruments and the commitment to promote human rights education.

32. Sierra Leone commended Côte d'Ivoire for efforts made to promote compulsory education and the strategic plan to accelerate girls' education.

33. Ukraine noted progress made by Côte d'Ivoire since its previous review, notably in relation to its legal and institutional frameworks.

34. South Africa noted the strides made by Côte d'Ivoire since its previous review, such as developing new laws, regulations, and institutions to advance human rights.

35. Spain welcomed the ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights.

36. South Sudan noted the commitment of Côte d'Ivoire to promote human rights, including by ratifying many international instruments.

37. Sri Lanka noted with appreciation the policy level measures taken to promote the enjoyment of human rights, including the national development programme.

38. The State of Palestine welcomed the efforts made by Côte d'Ivoire to protect human rights.

39. The Sudan noted legislative, policy and institutional reforms, efforts to combat corruption, and the integration of human rights in the educational curricula.

40. Switzerland thanked the delegation of Côte d'Ivoire for the presentation of its national report.

41. Togo noted progress made in relation to the legal framework, including the accession to two core international human rights treaties.

42. Tunisia welcomed the ratification of several international instruments, including the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment.

43. Türkiyewelcomed the progress made in combating gender-based violence and discrimination, respecting children's rights, and reducing prison overcrowding, among others.

44. Slovenia urged Côte d'Ivoire to extend a standing invitation to all special procedures.

45. The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland stated that it was vital that civic space remained open to foster inclusive elections in 2025 and expressed concerns about violations of the rights of LGBT+ individuals.

46. The United Republic of Tanzania noted the measures taken by Côte d'Ivoire to combat trafficking in persons, child labour, prison overcrowding, and to increase school enrolment.

47. The United States of America remained concerned about suppression of independent media, increasing discrimination and violence against LGBTQI+ individuals.

48. Vanuatu noted the adoption of various action plans and strategies for the protection of human rights.

49. Viet Nam noted the initiatives taken by Côte d'Ivoire to strengthen the human rights institutional and legislative frameworks and to promote human rights education.

50. The Bolivarian Republic of Venezuela noted the ratification of international instruments and urged Côte d'Ivoire to guarantee the rights of migrant workers.

51. Zambia noted the achievements made by Côte d'Ivoire in the promotion of civil and political rights.

52. Zimbabwe commended Côte d'Ivoire for the legislative reforms introduced, which were aimed at bringing the legal system in line with international commitments.

53. Algeria noted the efforts made by Côte d'Ivoire to improve the protection of human rights in the country, including through the adoption of a national human rights action plan.

54. Angola noted progress made in the implementation of recommendations from the previous review and the commitment to ensure gender equality and empower women.

55. Armenia commend Côte d'Ivoire for its commitment to implement recommendations from the previous review, including those made by Armenia.

56. Australia welcomed the abolition of the death penalty and noted restrictions on freedoms of assembly and association, and cases of arbitrary detention.

57. Bahrain noted the positive engagement of Côte d'Ivoire with the international human rights mechanisms.

58. Belgium welcomed legislative reforms and the progress made in implementing recommendations from the previous review.

59. Bhutan noted the efforts made by Côte d'Ivoire to reduce poverty and promote economic empowerment, and also noted the ratification of international instruments.

60. The Plurinational State of Bolivia noted the efforts made by Côte d'Ivoire to strengthen the legislative framework and further noted the ratification of international instruments.

61. Botswana noted the legislative reforms made by Côte d'Ivoire as well as existing challenges, particularly the prevalence of gender-based violence and discrimination against women.

62. Brazil encouraged Côte d'Ivoire to take measures to combat trafficking in persons and migrant smuggling.

63. Bulgaria noted the ratification of two international human rights instruments and the “A” status accreditation of the national human rights institution.

64. Burkina Faso welcomed the cooperation of Côte d'Ivoire with the human rights mechanisms and the measures introduced to investigate allegations of human rights violations.

65. Burundi welcomed actions taken to improve the quality of life of persons with disabilities, reduce poverty and empower women through ensuring access to financial credit.

66. Cabo Verde noted the establishment of the inter-ministerial committee to follow up on the implementation of international human rights instruments.

67. Cameroon noted the efforts made in promoting human rights which were marked by progress in the consolidation of peace, national reconciliation, and socio-economic development.

68. The Kingdom of the Netherlands noted the adoption of legislation promoting women's representation in elected positions and the assurance given by Côte d'Ivoire to protect citizens following the recent violence against the LGBTIQ+ community.

69. Chile noted the progress made by Côte d'Ivoire in guaranteeing freedom of expression and the establishment of the Committee for the Protection of Human Rights Defenders.

70. China noted the achievements made by Côte d'Ivoire in poverty alleviation, socioeconomic development, environmental protection, and in the education, security, and health sectors.

71. Colombia thanked Côte d'Ivoire for its report and its willingness to engage with the Universal periodic review process.

72. The Congo noted the ratification of international human rights instruments and the development of legislation to protect vulnerable groups.

73. Costa Rica highlighted progress in implementing the World Programme for Human Rights Education, particularly for the security forces.

74. Cuba noted efforts to improve the legislative framework and to strengthen equality between men and women.

75. La délégation a ajouté que le Gouvernement avait sécurisé le siège et octroyé une sécurité rapprochée au Président d'une ONG militant en faveur des droits des personnes LGBT.

76. A la question de la Belgique, la délégation a expliqué que les organisations de la société civile ont le droit de se former librement, sans autorisation préalable, d'administrer les droits d'adhésion et les biens, meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur but.

77. Concernant les mutilations génitales féminines et mariages forcés et autres formes de violence fondées sur le genre, la délégation a ajouté que son dispositif législatif était effectivement appliqué avec des poursuites et condamnations.

78. Concernant la lutte contre le travail des enfants, la délégation a complété en détaillant le renforcement de son dispositif législatif et institutionnel et plusieurs condamnations et peines sévères contre les personnes coupables de traite d'enfants.

79. A la question du Costa Rica, du Maroc et de la Slovénie, la délégation a fait état des progrès importants en termes de politique, de stratégie, et de cadre juridique et institutionnel en matière environnementale: loi du 23 novembre 2023 portant code de l’environnement ; projet de loi relative à la lutte contre les changements climatiques adopté par le gouvernement en octobre 2024, Commission nationale de lutte contre les changements climatiques, etc.

80. A la question du Portugal, la délégation a expliqué que la coordination de la mise en œuvre des recommandations acceptées de l'Examen périodique universel est assurée par le Comité interministériel de suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

81. A la question de l'Espagne, la délégation a expliqué que des dizaines de responsables civils et militaires ont été poursuivis pour des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire pendant la crise post-électorale de 2010–2011. Pour les crimes liés à la crise post-électorale de 2020, une unité spéciale d'enquête a rendu son rapport et les procédures sont en cours devant les juridictions d'instruction compétentes. La réparation des préjudices subies constitue une priorité.

82. Concernant l'enregistrement des naissances, la loi du 19 novembre 2018 relative à l'État civil prévoit que la déclaration et l'enregistrement des faits d'État civil sont obligatoires et gratuites.

83. Cyprus welcomed the progress made by Côte d'Ivoire in promoting press freedom and the establishment of a mechanism to protect human rights defenders.

84. Denmark expressed concern about abortion laws and noted that the National Preventive Mechanism had yet to be established.

85. Djibouti noted the legal reform measures taken to ensure the alignment of national legislation with international standards.

86. The Dominican Republic noted the initiatives taken to improve the situation of persons with disabilities and to promote economic empowerment, especially among women.

87. Egypt noted the implementation of national programmes to promote human rights, especially in the sectors of development, social security, child protection and gender equality.

88. Estonia noted improvement in the protection of the human rights but expressed concern about restrictions on the right to freedom of expression, media freedom and peaceful assembly.

89. Ethiopia noted the implementation of recommendations from the previous review and the enactment of several laws to strengthen the protection of human rights.

90. France congratulated Côte d'Ivoire for the steps taken since the previous review, particularly the ratification of international human rights instruments.

91. The Gambia remained concerned about child exploitation and the decision to withdraw the declaration accepting the jurisdiction of the African Court on Human and People's Rights.

92. Georgia commended the Côte d'Ivoire for the efforts to realize the rights of persons with disabilities and noted the ratification of two international instruments.

93. Germany called for enhanced efforts to reduce child labour and also expressed concern over the frequent banning of demonstrations.

94. Ghana applauded Côte d'Ivoire for the commitment to tackle trafficking in persons and noted initiatives relating to good governance and strengthening of the legal framework.

95. Greece appreciated the efforts taken to involve trade unions and employers' organizations in the campaign against trafficking in persons and child labour.

96. The Holy See noted the efforts taken to ensure respect for human rights, particularly in relation to religious freedom.

97. Iceland welcomed the delegation of Côte d'Ivoire and appreciated the presentation of its national report.

98. India noted the legal, institutional and policy developments since the previous review, including the establishment of Central Adoption Authority and the National Commission on Humanitarian Law.

99. Indonesia noted efforts made to strengthen the legislative framework and to combat domestic violence, sexual violence, rape, forced and early marriages, and torture.

100. Iraq welcomed the important developments in the legislative framework, including through the ratification of international human rights instruments.

101. Ireland expressed concern about challenges relating to access to justice, violence against women and discrimination based on sexual orientation and gender identity.

102. Italy noted the creation of the inter-ministerial council for human rights and adoption of a new criminal code.

103. Japan commended Côte d'Ivoire for its cooperation with United Nations Women to support asylum-seeking women but expressed concern over the lack of policy implementation.

104. Jordan noted the achievements made in protecting human rights, including through ratifying international instruments, establishing institutions, and developing human rights programmes.

105. Kenya noted the progress made in protecting human rights and encouraged Côte d'Ivoire to take further efforts to improve detention conditions and address prison overcrowding.

106. The Lao People's Democratic Republic noted progress made by Côte d'Ivoire in implementing supported recommendations from the previous review.

107. Lebanon welcomed the commitment to improving access to education and thanked Côte d'Ivoire for hosting a large Lebanese diaspora.

108. Lesotho noted the efforts made to strengthen the promotion of human rights through the implementation of public policies.

109. Liechtenstein thanked Côte d'Ivoire for its national report.

110. Lithuania noted the ratification of an international human right instrument and welcomed legislative initiatives taken in relation to persons with disabilities.

111. Luxembourg noted the ratification an international instrument and the impressive progress made to combat torture.

112. Madagascar noted the enactment of legislation setting the minimum marriage age at 18 years and the ratification of international instruments.

113. Malawi noted significant progress in promoting and protecting human rights.

114. Malaysia noted existing challenges in prison management and in implementing alternatives to detention.

115. Maldives commended Côte d'Ivoire for its commitment to advancing human rights, as highlighted by initiatives such as the National Development Programme 2021–2025.

116. Mali noted the initiatives taken to improve the penitentiary system and the efforts made to increase access to education for vulnerable children.

117. Mauritania noted the adoption of the development plan, aimed at addressing poverty, climate change and unemployment.

118. Mauritius commended Côte d'Ivoire for initiatives taken in protecting human rights.

119. Mexico welcomed the ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty.

120. Montenegro noted the work done in relation to conflict-related crimes and encouraged further improvement in ensuring accountability.

121. Morocco noted the ratification of international instruments, the strengthening of the domestic legal framework, and the national human rights action plan.

122. Mozambique commended Côte d'Ivoire for integrating human rights principles in its legal framework.

123. Namibia commend Côte d'Ivoire for ratifying two international instruments and for the efforts made to strengthen the institutional and legal frameworks.

124. Nepal noted the cooperation of Côte d'Ivoire with the human rights mechanisms and the ratification of an international human right instrument.

125. Canada congratulated Côte d'Ivoire on its commitment to improve the human rights situation in the country by ensuring stability.

126. The Niger noted the implementation of recommendations from the previous review and encouraged Côte d'Ivoire to implement those recommendations yet to be implemented.

127. Oman noted the efforts made by Côte d'Ivoire in relation to development, including through the implementation of the National Development Programme for 2021–2025.

128. Pakistan appreciated the commitment of Côte d'Ivoire to human rights and the steps taken to further the human rights agenda in the country.

129. Panama thanked the delegation of Côte d'Ivoire for the presentation of its national report.

130. Paraguay welcomed the initiatives taken in addressing domestic and sexual violence, several of which were linked to recommendations from the previous review.

131. A la question de l'Allemagne, la délégation a précisé que les opérations de déguerpissement comprenaient des mesures d'accompagnement des personnes impactées : paiement d'une aide au relogement, octroi d'un terrain aux propriétaires d'un titre foncier, et mise à disposition d'un terrain avec la signature d'un bail au terme duquel le ménage deviendrait propriétaire.

132. Aux questions du Panama, la délégation a détaillé les plans d'action nationaux pour une meilleure inclusion des albinos dans le tissu socio-économique, outre la protection du Code pénal interdisant toute discrimination à leur encontre. La délégation a fait état d'un plan d'action national budgétisé de planification familiale 2021–2025. L'arrêté du 12 août 2024 permet en cas de grossesse de bénéficier d'un report de scolarité.

133. A la question du Liechtenstein, la délégation a indiqué que la ratification des amendements de Kampala au Statut de Rome et du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communication devrait intervenir prochainement.

134. Sur l'avortement, la délégation a précisé que dans sa législation, l'avortement n'est pas incriminé en cas de viol ou d'inceste. Le code pénal incrimine toutes les formes de violence domestique. Une loi de décembre 2021 prévoie des mesures de protection des victimes de toutes ces formes de violence.

**II. Conclusions and/or recommendations**

135. **The following recommendations will be examined by Côte d’Ivoire, which will provide responses in due time, but no later than the fifty-eighth session of the Human Rights Council:**

135.1 **Consider ratifying pending human rights protection instruments (Bolivia (Plurinational State of));**

135.2 **Ratify the International Convention against the Recruitment, Use, Financing and Training of Mercenaries (Niger);**

135.3 **Ratify the International Convention against the Recruitment, Use, Financing and Training of Mercenaries (Colombia);**

135.4 **Ratify the Kampala amendments to the Rome Statute of the International Criminal Court on the crime of aggression (Liechtenstein);**

135.5 **Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Venezuela (Bolivarian Republic of));**

135.6 **Redouble efforts to strengthen the legal system, including by ratifying international instruments not yet ratified (Ukraine);**

135.7 **Step up efforts to ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Malawi);**

135.8 **Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Niger);**

135.9 **Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure, and Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Namibia);**

135.10 **Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (OP-CRC-IC) (Luxembourg);**

135.11 **Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Niger);**

135.12 **Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on a communications procedure (Malawi);**

135.13 **Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Malawi);**

135.14 **Step up its efforts to ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Burkina Faso);**

135.15 **Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities and the International Labour Organization’s Domestic Workers Convention, 2011 (No. 189) (Mexico);**

135.16 **Continue the full implementation of the mission of the Interministerial Committee for Monitoring the Implementation of International Human Rights Instruments (Morocco);**

135.17 **Consider ratifying the 2019 Convention on Violence and Harassment (No. 190) of the International Labour Organization (Mauritius);**

135.18 **Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Ghana);**

135.19 **Consider extending a standing invitation to the special procedures mandate holders of the United Nations (Ukraine);**

135.20 **Issue a standing invitation to the special procedures of the Human Rights Council (Luxembourg);**

135.21 **Extend a standing invitation to all special procedures mandate holders (Montenegro);**

135.22 **Extend an open and standing invitation for special procedures mandate holders to visit the country (Paraguay);**

135.23 **Continue and strengthen cooperation with treaty bodies in the context of the submission of periodic reports (Senegal);**

135.24 **Take all necessary measures to effectively implement the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Cabo Verde);**

135.25 **Strengthen the institutional framework relating to the promotion and protection of human rights (Sudan);**

135.26 **Continue to strengthen the legal institutional frameworks that promote respect for human rights (Ethiopia);**

135.27 **Strengthen national legislation by domesticating the international and regional instruments that have already been ratified (South Sudan);**

135.28 **Consider bringing all national laws into line with the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and ensuring their implementation, while adopting a comprehensive law to prevent, combat and punish all forms of gender-based violence against women (Greece);**

135.29 **Continue its work to strengthen the legal instruments for the protection of human rights (Russian Federation);**

135.30 **Continue to strengthen the national institutional framework for the promotion and protection of human rights (Cyprus);**

135.31 **Establish a National Preventive Mechanism in line with the requirements of the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Ukraine);**

135.32 **Establish, without further delay, a National Preventive Mechanism, in line with the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Denmark);**

135.33 **Establish a national mechanism for the prevention of torture in accordance with the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Mexico);**

135.34 **Advance the implementation of a law to establish the National Mechanism for the Prevention of Torture (Morocco);**

135.35 **Accelerate efforts to effectively establish a national mechanism for the prevention of torture (Togo);**

135.36 **Continue the effective implementation of the National Human Rights Action Plan (Morocco);**

135.37 **Integrate human rights defenders in the composition of the Protection Committee and make it independent in its composition and functioning (Chile);**

135.38 **Accelerate the creation and operationalisation of the national mechanism for the prevention of torture, with the participation of civil society (Costa Rica);**

135.39 **Strengthen the Interministerial Committee to Monitor the Implementation of International Human Rights Instruments as the National Implementation, Reporting and Monitoring Mechanism, and consider the possibility of receiving cooperation for this purpose (Paraguay);**

135.40 **Ensure the implementation of laws and regulations that promote gender equality and the empowerment of women (Cyprus);**

135.41 **Consider enacting a law on gender parity to ensure equal representation of women and men in both public and private sectors (Sierra Leone);**

135.42 **Adopt a law on gender parity to guarantee equal representation of women in all political and public sectors (South Sudan);**

135.43 **Continue efforts to promote gender equality and prevent violence against women (Tunisia);**

135.44 **Continue efforts to advance gender equality and women empowerment through awareness-raising and assistance programmes (Viet Nam);**

135.45 **Redouble efforts to effectively combat discrimination against persons with albinism (Congo);**

135.46 **Ensure that women and girls with disabilities are included in all policies and programmes on gender equality (Namibia);**

135.47 **Expedite the adoption of policies providing alternatives to custodian sentences for misdemeanour offenses (Sierra Leone);**

135.48 **Continue with ongoing efforts to combat prison overcrowding and reviewing the penal Code to strengthen alternative sentences (Algeria);**

135.49 **Combat prison overcrowding by respecting legal detention periods, accelerating the construction and rehabilitation of courts and prisons, and increasing human resources (Mali);**

135.50 **Implement prison reform measures to address overcrowding and ensure adequate living conditions (Mozambique);**

135.51 **Strengthen efforts to improve prison conditions and reinforce measures taken to reintegrate prisoners into the community (Malaysia);**

135.52 **Continue its efforts to improve the prison system and the detention conditions, in particular by separating juvenile detainees in localities where this is not yet effective (Switzerland);**

135.53 **Adopt enhanced measures to reduce prison overcrowding by respecting legal detention periods and fully implementing targeted programmes for alternatives to imprisonment (Portugal);**

135.54 **Strengthen the capacities of prison staff in matters of the fundamental rights of detainees and integrate the specific issue of torture and cruel, inhuman and degrading treatment into the training programme for prison officers (Luxembourg);**

135.55 **As a matter of priority, alleviate the new main conditions in prisons by addressing the problems of severe overcrowding, the numerous acts of violence including sexual violence, the lack of food, hygiene and of quality medical care and increase the number and training of prison officers (Holy See);**

135.56 **Continue efforts to reduce the prison population and to improve detention conditions, particularly for children (Lebanon);**

135.57 **Review its prison policy to address prison overcrowding, prolonged detention, and safeguard the rights of inmates (Gambia);**

135.58 **Develop and implement a comprehensive strategy to address prison overcrowding, such as exploring alternatives to custodial punishments (Kenya);**

135.59 **Strengthen human rights training for its law enforcement officials (Pakistan);**

135.60 **Strengthen prison infrastructure and improve the well-being of prisoners, especially by implementing measures that aim to accelerate prevention and reduce HIV/AIDS, tuberculosis and other diseases in prisons (United Republic of Tanzania);**

135.61 **Invest in the penitentiary system to reduce overcrowding and improve respect for human rights in prisons (United States of America);**

135.62 **Continue to guarantee the rights of all citizens and to address and combat violence and hate speech against all persons, including LGBTIQ+ persons (Netherlands (Kingdom of the));**

135.63 **Continue working on preparing special training programs in the field of human rights and the rules of international humanitarian law for members of the defence and security forces (Jordan);**

135.64 **Adopt measures to facilitate effective reintegration into society of children who were previously associated with armed groups (Philippines);**

135.65 **Continue taking measures to implement cross-political party dialogue and transitional justice mechanisms (Sierra Leone);**

135.66 **Continue efforts to combat corruption within the framework of the National Strategy for Good Governance and Anti-Corruption (Tunisia);**

135.67 **Continue to implement policies and legislation to ensure good governance and the fight against corruption (Cyprus);**

135.68 **Ensure an effective oversight of private military and security companies by increasing efforts to implement specific regulations (Lithuania);**

135.69 **Strengthen the independence of the judiciary by increasing the professional expertise in the judicial sector (Lithuania);**

135.70 **Accelerate the implementation of judicial reforms to guarantee independent and effective justice, in order to combat impunity and promote public confidence in the judicial system (Cameroon);**

135.71 **Continue judicial reforms, in particular to guarantee the independence of the judiciary, to strengthen the fight against corruption and to reinforce measures to guarantee access to justice (Ireland);**

135.72 **Continue undertaking judicial reforms to effectively guarantee the independence of the judiciary, strengthen the fight against corruption, and reinforce measures to guarantee access to justice (Liechtenstein);**

135.73 **Step up its efforts towards adopting a national plan and strengthening the capacities of those involved in the criminal justice system for implementing alternatives to imprisonment (Greece);**

135.74 **Encourage magistrates to apply alternative sentences to imprisonment, including for minors, in order to combat prison overcrowding in the long-term (Luxembourg);**

135.75 **Continue efforts to implement the Action Plan and to strengthen standards guaranteeing the independence of the judiciary (Brazil);**

135.76 **Continue to strengthen the actions foreseen in the Sectoral Policy Action Plan to ensure access to a quality judicial system (Cuba);**

135.77 **Strengthen citizens’ rights for effective judicial protection, particularly by facilitating regulations on the enrolment in the Ordre national des avocats aiming for a significant increase in the number of lawyers and the availability of legal protection to everyone (Germany);**

135.78 **Continue judicial investigations into allegations of extrajudicial executions, enforced disappearances and torture committed by law enforcement officials (Greece);**

135.79 **Ensure that in cases where detention is unavoidable, children are not detained with adults, in compliance with international standards and article 7 of the country’s Decree No. 69-189 of 14 May 1969 on regulating prisons (South Africa);**

135.80 **Initiate effective measures to ensure the right to freedom of opinion and expression and the right to freedom of peaceful assembly and association, and to refrain from restrictions on exercising these rights (Germany);**

135.81 **Strengthen the laws and regulations to safeguard better access to freedom of peaceful assembly and freedom of expression (Indonesia);**

135.82 **Revise the relevant articles of the Criminal Code to bring them into line with international standards on freedom of expression and peaceful assembly (Estonia);**

135.83 **Protect the rights to freedom of expression, speech, and peaceful assembly (United States of America);**

135.84 **Guarantee fully the exercise of the right to association, peaceful assembly and expression of civil society organizations following the adoption of the Ministry of the Interior's regulation of 12 June 2024 and guarantee a safe and enabling environment for journalists, media and human rights defenders (Spain);**

135.85 **Ensure the right to freedoms of association, peaceful assembly, action and expression of civil society organizations while ensuring the protection of human rights defenders (France);**

135.86 **Ensure that the provisions contained in Ordinance 2024-368 of 12 June 2024 relating to the organization of civil society are passed into a law consistent with the constitutional provisions and international obligations relating to freedom of association and of peaceful assembly (Switzerland);**

135.87 **Respond to the concerns expressed about ordonnance 2024-368 so that civil society organizations can act freely and contribute to its democracy (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);**

135.88 **Respect and safeguard freedoms of peaceful assembly and association in accordance with its obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights (Australia);**

135.89 **Strengthen the implementation of measures to guarantee freedom of assembly and peaceful demonstration, in accordance with Article 11 of the Constitution, in order to facilitate the holding of inclusive, transparent and peaceful elections in 2025 (Canada);**

135.90 **Ensure an inclusive dialogue with all political and civil society actors, in a peaceful environment, in view of the upcoming elections (France);**

135.91 **Put an end to abusive legal proceedings against journalists, the media and any other individuals who have exercised their right to freedom of expression, ensure respect for the right to peaceful assembly and involve civil society organizations in drawing up the legislative framework regulating their activities (Belgium);**

135.92 **Ensure robust protection of freedom of expression allowing for broad participation in the public sphere (Holy See);**

135.93 **Allow for inclusive, transparent, and peaceful elections by promoting the rights of freedoms of association, assembly, and peaceful demonstration, in line with Article 20 of the Constitution (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);**

135.94 **Take concrete and transparent measures to create a favourable environment for the right to freedom of assembly, association, and peaceful demonstrations, especially concerning Decree No. 2024-368 (Netherlands (Kingdom of the));**

135.95 **Ensure that the rule of law is applied equally to all citizens, regardless of political affiliation, including by the removal of undue regulatory obstacles preventing citizens from voting (United States of America);**

135.96 **Enhance protection for human rights defenders, by ensuring that the rights of defenders, activists and journalists are protected from violation (Armenia);**

135.97 **Continue promoting fundamental freedoms including press freedom and to establish a mechanism to protect human rights defenders (State of Palestine);**

135.98 **Take all appropriate measures to ensure an open civil society (Italy);**

135.99 **Implement effective measures to promote human rights defenders, in particular those campaigning against child marriage and environmental degradation (Zambia);**

135.100 **Continue its efforts to meet the citizens' expectations for transparent and inclusive elections (Türkiye);**

135.101 **Strengthen democratic participation and correspondingly the social acceptance of elections by prolonging the time intervals for the registration of voters significantly (Germany);**

135.102 **Continue awareness-raising campaigns on the importance of women’s participation in political life, especially in decision-making positions, and provide leadership training for women seeking to run for election or hold public office (Maldives);**

135.103 **Strengthen awareness-raising campaigns on the importance of women’s participation in political life, particularly in decision-making processes (South Africa);**

135.104 **Strengthen its efforts to protect and promote the human rights of women and girls by enhancing their meaningful participation in decision-making processes including through revision of the national action plan of the WPS agenda (Japan);**

135.105 **Continue its commendable efforts in advancing women's participation in political life by focusing on awareness campaigns and supporting training for women aspiring to participate in decision-making roles (State of Palestine);**

135.106 **Continue its media-driven awareness campaign and other outreach activities aimed at increasing women's participation in public and political affairs (Bhutan);**

135.107 **Raise awareness on the importance of women’s equal participation in public and political life, particularly in decision-making positions (Botswana);**

135.108 **Intensify efforts already under way to increase women's participation in political and public life (Burundi);**

135.109 **Continue to promote the rights of women and young people, by strengthening initiatives aimed at their empowerment and ensuring their full participation in decision-making processes (Cameroon);**

135.110 **Strengthen initiatives that promote the participation of women in political leadership and decision-making roles (Armenia);**

135.111 **Take appropriate measures to encourage the participation of women and young people in democratic processes (Bulgaria);**

135.112 **Strengthen existing mechanisms to continue efforts to further improve the promotion and integration of women in political and public life in accordance with the Quota Act and to extend it to non-elective positions (Djibouti);**

135.113 **Institute appropriate mechanisms to boost women’s meaningful participation in the political and economic spheres (Philippines);**

135.114 **Strengthen the effectiveness of measures to protect human rights defenders, especially women human rights defenders who fight against female genital mutilation and child marriage (Cabo Verde);**

135.115 **Continue enhancing the capacity and resources of law enforcement and the judiciary in the fight against human trafficking, especially women and children (Philippines);**

135.116 **Increase national efforts aimed at addressing the crime of trafficking in persons, especially of women, girls and children, by mobilizing adequate financial resources, building the capacity of law enforcement personnel and taking advantage of the best practices in this field (Bahrain);**

135.117 **Continue strengthening the technical and operational capacities of law enforcement in the fight against trafficking in persons (Georgia);**

135.118 **Continue the initiatives undertaken in the fight against trafficking in persons, allocating the necessary resources for this purpose (Venezuela (Bolivarian Republic of));**

135.119 **Continue efforts to combat trafficking in persons and child labour, allocating sufficient financial resources, in particular for the Committees in charge of these issues (Lebanon);**

135.120 **Continue efforts to combat human trafficking and provide comprehensive care for victims, and support the focal points in communities to report violence (Jordan);**

135.121 **Strengthen measures aimed at eradicating child trafficking (Ukraine);**

135.122 **Continue and intensify its efforts to eliminate child trafficking in cocoa plantations (Mali);**

135.123 **Intensify efforts to prevent human trafficking, particularly of women and children, and enhance victim support mechanisms (Mozambique);**

135.124 **Strengthen mechanisms to prevent, combat and punish human trafficking, and intensify awareness-raising measures (Paraguay);**

135.125 **Continue the fight against trafficking, exploitation and child labour (Burundi);**

135.126 **Continue prohibiting all forms of slavery, including trafficking in person by focusing on eradicating child labour and enhancing the enforcement of criminal and labour laws (State of Palestine);**

135.127 **Increase the supply of vocational training to meet the challenges of youth employability (Congo);**

135.128 **Strengthening vocational training and decent employment opportunities for the country's youth (Venezuela (Bolivarian Republic of));**

135.129 **Continue making efforts to promote the transition of women in the informal sector to the formal one (Angola);**

135.130 **Ensure that women's unpaid work is recognised, reduced and redistributed through investments in infrastructure and social services, such as childcare, and the promotion of men's participation in domestic and family responsibilities (Panama);**

135.131 **Redouble efforts in bringing women at work in the informal sectors under social protection framework (Nepal);**

135.132 **Continue efforts to improve access to basic social services for all (Türkiye);**

135.133 **Continue its efforts to improve access to basic social services for all (United Republic of Tanzania);**

135.134 **Strengthen efforts to improve access to basic social services for vulnerable people (Senegal);**

135.135 **Strengthen initiatives to improve access to drinking water in both urban and rural areas (Qatar);**

135.136 **Reinforce the fight against social and economic inequalities by continuing efforts to guarantee equitable access to basic services, such as education and health, for all communities (Cameroon);**

135.137 **Continue to develop the necessary infrastructure to ensure access to safe drinking water and electricity throughout the whole country (Holy See);**

135.138 **Increase measures to address food insecurity and reduce poverty (Cuba);**

135.139 **Continue supporting the work of the Productive Social Safety Net Project aimed at empowering those receiving assistance in the area of eradicating poverty (Jordan);**

135.140 **Continue to work with the representatives of the Catholic Church and civil society to put an end to forced evictions and address the issue of homes and schools being demolished even without warning (Holy See);**

135.141 **Halt forced evictions in Abidjan and provide support and compensation to affected communities in accordance with Article 11 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Australia);**

135.142 **Strengthen human rights protection in rural areas and work on the implementation of the Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas (Bolivia (Plurinational State of));**

135.143 **Redouble efforts to ensure access to quality, safe and effective medicines in order to counter the sale of counterfeit medicine on the streets (South Africa);**

135.144 **Continue harnessing the benefits of new technologies, including digitization especially in the areas of health and poverty eradication schemes (India);**

135.145 **Continue its efforts to improve access to health-care services (Georgia);**

135.146 **Continue efforts to strengthen national health institutions and programmes, especially with regard to women and children, and ensure the provision of health materials for this purpose (Iraq);**

135.147 **Continue to strengthen its socio-economic development and allocate sufficient resources to ensure the right to health and the right to education for the people (Viet Nam);**

135.148 **Strengthen prevention mechanisms to address drug use and create community programmes to provide treatment for young addicts (Ghana);**

135.149 **Strengthen measures for access to quality health care, including maternal and child health (Armenia);**

135.150 **Accelerate the approval of laws on reproductive and maternal and child health (Colombia);**

135.151 **Continue to advance the implementation of the 2021–2025 Maternal and Child Health Strategic Plan (Oman);**

135.152 **Provide access to free menstrual health products in schools and in all public toilets (Panama);**

135.153 **Ensure access to information on reproductive health and rights and introduce sexual and reproductive health rights education in school curricula (Iceland);**

135.154 **Decriminalize abortion under all circumstances and strengthen measures to ensure access to safe abortion and post-abortion services (Iceland);**

135.155 **Amend articles 366 and 367 of the Criminal Code with a view to legalizing abortion in cases of rape, incest or severe foetal impairment, in line with the Maputo Protocol (Denmark);**

135.156 **Legalize abortion in cases of rape, incest or severe foetal impairment and decriminalize abortion in all other cases (Estonia);**

135.157 **Take concrete measures to improve sexual and reproductive health of women and girls, through the accessibility and availability of adequate services (Togo);**

135.158 **Prevent child pregnancies by introducing comprehensive and age-appropriate sexual education in school curricula (Mexico);**

135.159 **Increase awareness-raising among students of the causes and consequences of early pregnancy, in particular through social workers, to combat school absenteeism among girls (Switzerland);**

135.160 **Strengthen programmes to prevent drug use among children and youth by developing accessible and child and youth-friendly drug dependence treatment and harm reduction services (Panama);**

135.161 **Continue its efforts to improve access to all health services for persons with disabilities (Bhutan);**

135.162 **Continue efforts to improve access to education for all, especially girls and children living in rural areas, and enhance awareness-raising initiatives and media campaigns on the right of girls to education (Qatar);**

135.163 **Continue efforts to improve access to education for all, including migrants from the Sahel, and especially girls and children living in rural areas, and strengthen initiatives and campaigns to raise awareness of girls' right to education (Bulgaria);**

135.164 **Improve accessibility to education for all, especially for girls and adolescents in rural areas, and strengthen initiatives and campaigns to raise awareness of their right to education, including for those who are mothers (Costa Rica);**

135.165 **Improve the accessibility of education for all, especially for girls and children living in rural areas, and strengthen awareness campaigns on the right of girls to education (Zambia);**

135.166 **Increase access to quality education for all, especially for girls and children from rural or marginalized communities (Armenia);**

135.167 **Improve the accessibility of education for all, especially for girls, as well as for children living in rural areas (Dominican Republic);**

135.168 **Improve access to education for all, in particular for girls living in rural areas and carry out awareness raising activities on girls` right to education (Estonia);**

135.169 **Improve access to education, especially for girls and children living in rural areas (Poland);**

135.170 **Work on guaranteeing enforcement of the right to education for all children, especially those in rural areas and those in vulnerable economic conditions (Bahrain);**

135.171 **Prioritise access to quality education and economic inclusion of women, the youth and people living in rural areas as a means to address poverty, gender inequality, child labour and other forms of exploitation (Zimbabwe);**

135.172 **Promote national programmes and policies to guarantee access to education and improve schooling for girls and boys (Cuba);**

135.173 **Continue efforts to promote the right to education to ensure equal access to quality education (Lao People's Democratic Republic);**

135.174 **Intensify the construction of schools and the recruitment of teachers according to regional needs, to take measures to combat drugs in schools in collaboration with the police, and to increase awareness among parents about the educational monitoring of their children (Mali);**

135.175 **Move forward with measures to increase the number of schools, classrooms and teachers, to address the growing number of students (Saudi Arabia);**

135.176 **Increase the allocation of the necessary human and financial resources to the education system, as well as additional measures on the implementation of compulsory schooling (Angola);**

135.177 **Allocate necessary human, technical and financial resources to the education system, focusing on rural areas, preschool education, vocational training and programmes to increase literacy (Maldives);**

135.178 **Pursue ongoing efforts to improve the allocation of human resources in the education system, as recommended by the Committee on the Rights of the Child (Mauritius);**

135.179 **Enhance resources for the development of education programmes in rural and marginalized areas (Oman);**

135.180 **Strengthen initiatives and campaigns to raise awareness of girls' right to education (Dominican Republic);**

135.181 **Intensify efforts to ensure non-discriminatory access to quality education for all (Djibouti);**

135.182 **Enhance efforts to increase the outreach of education (India);**

135.183 **Increase funding and initiatives to improve access to education and healthcare, particularly in rural and underserved areas (Mozambique);**

135.184 **Continue improving rural communities’ access to education and healthcare services (Nepal);**

135.185 **Improve the accessibility of education for all, especially for girls and children living in rural areas, and strengthen awareness-raising initiatives and campaigns on the right of girls to education (South Sudan);**

135.186 **Continue efforts to increase girls' enrolment in schools, within the framework of the Strategic Plan for Accelerating Girls' Education and the literacy policy (Tunisia);**

135.187 **Take measures to address the violence perpetrated against children in schools, particularly girls, including sexual abuse and harassment by teachers, with a focus on prevention policies, and bring perpetrators to justice (Liechtenstein);**

135.188 **Take effective measures to address violence perpetrated against children in schools, including sexual abuse and harassment by teachers, with emphasis on prevention policies and bringing offenders to justice (Zimbabwe);**

135.189 **Take measures towards a more inclusive education system, particularly for children with disabilities, including intellectual disabilities (Lithuania);**

135.190 **Continue with national policies and programs aimed at protecting the environment and addressing the risks and consequences of climate change (Sudan);**

135.191 **Strengthen adaptation and resilience capacities at national and local levels through institutional reforms and the adoption of laws on climate change (Vanuatu);**

135.192 **Strengthen the advocacy process for the systematic integration of the link between gender and climate in strategies and policy documents (Vanuatu);**

135.193 **Ensure the meaningful and equal participation of women and girls, including those in rural areas, in decision-making related to the triple planetary crises of biodiversity loss, pollution and climate change, and disaster risk reduction, in implementation of the human right to a clean, healthy and sustainable environment (Costa Rica);**

135.194 **Pursue efforts to implement the National Development Plan, with its five chapters, to enhance the human rights situation (Egypt);**

135.195 **Continue to implement the National Development Plan for 2021–2025 (Oman);**

135.196 **Accelerate the effective implementation of the National Development Programme 2021–2025 (Lao People's Democratic Republic);**

135.197 **Continue with national policies and programmes aimed at implementing the sustainable development agenda, including by reducing poverty levels and ensuring access to education, health and safe drinking water services for citizens in rural areas (Sudan);**

135.198 **Redouble efforts to fulfil economic, social, and cultural rights, including by fostering inclusive economic growth that amplifies access to healthcare, basic education, and employment opportunities (Indonesia);**

135.199 **Continue efforts for further economic development, to eliminate poverty, reduce income-gap, and improve peoples' living standards (China);**

135.200 **Continue to scale up poverty alleviation efforts with a particular focus on financial inclusion and the economic empowerment of women and youth (Djibouti);**

135.201 **Intensify efforts in the Poverty Eradication Programmes to provide economic opportunities for the most vulnerable populations (Ethiopia);**

135.202 **Consider bringing national laws into line with the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Madagascar);**

135.203 **Continue strengthening the promotion and protection of the rights of women, children and persons with disabilities (United Republic of Tanzania);**

135.204 **Continue to improve policies for the protection of the specific groups including, women, children, older persons, persons with disabilities, and to increase attention and support for vulnerable groups (China);**

135.205 **Continue ensuring the necessary human, technical and financial resources to implement the existing plans to promote entrepreneurship among women, particularly women living in rural areas (India);**

135.206 **Redouble efforts towards women's economic empowerment as a means to address poverty and gender inequality (Dominican Republic);**

135.207 **Strengthen and expand policies to alleviate poverty and empower women, as well as ensuring robust social and labour protections for vulnerable populations (Indonesia);**

135.208 **Promote and intensify efforts to empower women and protect the rights of women and girls (Mauritania);**

135.209 **Continue to advance the rights of women including protection from exploitation, harassment and gender-based violence (Sri Lanka);**

135.210 **Provide protection and support services including shelters, free medical and psychological care and access to legal assistance for victims of sexual and gender-based crimes (Slovenia);**

135.211 **Step up efforts to address gender-based violence, including female genital mutilation and all forms of domestic violence, by, among others, revisiting the definition of marital rape in article 403 of the Criminal Code basing it on lack of consent (Philippines);**

135.212 **Ensure resources for enforcing international commitments and national legal frameworks in the field of sexual and gender-based violence, female genital mutilation, and child and forced marriage (Slovenia);**

135.213 **Enhance laws that criminalize all forms of domestic violence and amend the Criminal Code to define marital rape based on lack of freely given consent (Iceland);**

135.214 **Amend the Criminal Code to explicitly criminalise all forms of domestic violence and enforce legislation criminalising Female Genital Mutilation (Ireland);**

135.215 **Take effective measures for the protection of women human rights defenders, in particular those who fight against female genital mutilation, child marriage and environment degradation (Chile);**

135.216 **Implement effective measures to protect women human rights defenders, particularly those fighting against female genital mutilation, child marriage and environmental degradation (Dominican Republic);**

135.217 **Ensure comprehensive support for victims of female genital mutilation by providing access to adequate medical treatment, psychosocial rehabilitation and legal assistance (Portugal);**

135.218 **Redouble efforts to sensitize community leaders on the adverse effects of female genital mutilation and forced or early child marriages on the girl child (Lesotho);**

135.219 **Continue to combat female genital mutilation and early marriage (Italy);**

135.220 **Adopt a comprehensive law to prevent, combat and punish all forms of gender-based violence (Iceland);**

135.221 **Adopt a comprehensive law to prevent, combat and punish all forms of gender-based violence against women (Liechtenstein);**

135.222 **Adopt a comprehensive legislative framework to prevent, combat and punish all forms of gender-based violence against women (Botswana);**

135.223 **Remove the presumption of spousal consent from the definition of rape in the Penal Code and ensure adequate legal assistance to victims of sexual violence (Spain);**

135.224 **Train the security forces and justice personnel and put in place effective mechanisms to investigate, prosecute and punish the perpetrators of gender-based violence, including femicide, and remove the presumption of spousal consent in the definition of rape in the Penal Code (Belgium);**

135.225 **Bolster efforts to investigate acts of violence against women and girls, including human trafficking and sexual violence (Lesotho);**

135.226 **Work on a norm to identify, prevent and combat all forms of violence against women (Bolivia (Plurinational State of));**

135.227 **Implement awareness-raising initiatives aimed at eradicating harmful religious and cultural practices that fuel gender-based violence, child and forced marriage and female genital mutilation (Zimbabwe);**

135.228 **Implement existing legislation to prevent gender-based violence and modify Law 2019‒574 to include provisions to prevent domestic violence (Australia);**

135.229 **Step up its efforts to establish and implement comprehensive legal frameworks and monitoring systems to eliminate violence against women and girls, including harmful practices, by raising awareness in schools and communities and aiming for a 40 percent reduction in incidents (Burkina Faso);**

135.230 **Strengthen efforts to eradicate violence against women and girls, particularly sexual violence and exploitation, and the practices of child and forced marriage and female genital mutilation, especially through effective prevention, punishment, awareness-raising, and sensitization measures (Paraguay);**

135.231 **Enhance mechanisms to enforce gender-based violence laws by establishing mechanisms to investigate and prosecute such crimes effectively (Gambia);**

135.232 **Redouble efforts to harmonise national laws with the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and advocate for a comprehensive law to prevent, combat and punish all forms of gender-based violence (Colombia);**

135.233 **Continue to take effective measures to end child labour, especially in the agriculture and mining sectors (Chile);**

135.234 **Continue efforts to eradicate child labour by increasing the human and financial resources allocated to criminal and labour law enforcement authorities, such as the police and the labour inspectorate, and by training them regularly to identify cases of child labour and forced labour (Costa Rica);**

135.235 **Enhance measures to eradicate child labour, including through strengthening legal and policy framework (Malaysia);**

135.236 **Continue efforts towards ending child labour and fight against the child exploitation in the labour-intensive sectors (Nepal);**

135.237 **Continue its good efforts in eradicating child labour through a multi-stakeholder approach (South Sudan);**

135.238 **Continue its efforts to combat the practice of child labour (Russian Federation);**

135.239 **Continue efforts to prohibit all forms of child labour in various sectors of the economy (Lesotho);**

135.240 **Continue to combat child labour and exploitation, and ensure universal access to education while promoting equality between men and women (Italy);**

135.241 **Strengthen child protection by holding perpetrators of child and forced labour accountable, and expanding access to education, healthcare, and social services for vulnerable children (Gambia);**

135.242 **Take the necessary measures to ensure the effective implementation of the law against female genital mutilation and the effective fight against child marriage (Spain);**

135.243 **Pursue measures to eradicate child labour, including in the agricultural and mining sectors, improve the enforcement of existing criminal and labour laws concerning child labour, and strengthen controls in this regard (Brazil);**

135.244 **Pay particular attention to the civil registration of children, as part of the renewal of the National Action Plan to combat trafficking, exploitation and child labour, with a view to full enrolment of children in school (Belgium);**

135.245 **Continue efforts to strengthen policies for the protection of the rights of children, including by continuing the fight against child trafficking, exploitation and labour (Türkiye);**

135.246 **Continue to support initiatives for children with a focus on developing their skills (Pakistan);**

135.247 **Continue with steps and efforts to reinforce the legal framework to protect children (Mauritania);**

135.248 **Continue steps to strengthen domestic legislation to combat sexual exploitation of children, including online sexual abuses (Malaysia);**

135.249 **Take all necessary measures to combat violence against children, particularly girls, including sexual violence and sexual harassment by teachers (Madagascar);**

135.250 **Redouble efforts to protect children, rehabilitate children outside the school system, and reinforce accountability for parents** **(Algeria);**

135.251 **Protect children from narcotics by strengthening prevention and drug control programmes (Algeria);**

135.252 **Promote the rights of the child by ensuring their safety and access to education (Sri Lanka);**

135.253 **Enforce laws and accelerate efforts to fight early and enforced child marriage (Poland);**

135.254 **Improve national policies and efforts, including through awareness-raising campaign and educational programs at community level, aimed at changing the traditionally and religiously rooted mindset on early, child and forced marriage, and addressing challenges in this field (Montenegro);**

135.255 **Continue measures to increase the employment and integration of persons with disabilities into the civil service (Saudi Arabia);**

135.256 **Ensure effective implementation of laws and policies that promote the rights of persons with disabilities, including their access to decent employment, medical care and social services (Bulgaria);**

135.257 **Take adequate measures to increase the socio-professional integration and empowerment of persons with disabilities (Lithuania);**

135.258 **Continue efforts to protect and promote the rights of persons with disabilities (Egypt);**

135.259 **Enhance the protection and fulfilment of the rights of vulnerable groups including women, children and persons with disability (Sierra Leone);**

135.260 **Take effective measures to ensure, at the legislative level and in law enforcement practice, the protection of the rights of socially vulnerable groups, in particular women, children, persons with disabilities and the elderly (Russian Federation);**

135.261 **Establish anti-discrimination policies to protect the rights of LGBTQI persons across all sectors, including the rights to education and to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, as well as equal access to employment (Portugal);**

135.262 **Develop an anti-discrimination policy in schools and universities to protect LGBTQ+ persons and guarantee their right to quality education (Chile);**

135.263 **Protect the rights and physical safety of LGBT+ individuals, including by applying the full provisions of the penal code to people that perpetrate violence against such individuals (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);**

135.264 **Investigate allegations of harassment and violence targeting lesbian, gay, bisexual, transgender, and intersex persons and prosecute the perpetrators as appropriate (United States of America);**

135.265 **Include in the legal system the prohibition of discrimination on the basis of sexual orientation and gender identity and take the necessary measures to prevent and combat all forms of violence and discrimination against LGBTI persons (Spain);**

135.266 **Amend Article 226 of the Penal Code to include sexual orientation and gender identity as prohibited grounds of discrimination (Ireland);**

135.267 **Provide legal gender recognition to transgender people and add an “other” category into administrative documents together with masculine and feminine (Iceland);**

135.268 **Ensure respect for the rights enshrined in the Constitution and the physical protection of all people, including victims of gender-based violence, LGBTQI+ people and people living with disabilities (Canada);**

135.269 **Ensure to combat violence and hate speech and their impunity, following the recent anti-LGBT+ violence in Côte d'Ivoire (France);**

135.270 **Promote efforts to protect the rights of migrant workers and members of their families (Egypt);**

135.271 **Increase the protection of migrants in the north of the country, in synergy with the host communities, in order to support social cohesion (Canada);**

135.272 **Redouble its efforts to improve the human rights situation of displaced persons (Japan);**

135.273 **Strengthen efforts to issue birth certificates to asylum-seekers and refugee children born in Côte d'Ivoire to prevent cases of statelessness (Colombia);**

136. **All conclusions and/or recommendations contained in the present report reflect the position of the submitting State(s) and/or the State under review. They should not be construed as endorsed by the Working Group as a whole.**

**Annex**

**Composition of the delegation**

The delegation of Côte d’Ivoire was headed by Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l’Homme, Monsieur Jean Sansan KAMBILE and composed of the following members:

• Monsieur Ben Abdoulaye MEITE, Député, Président de la Commission des Affaires Générales et Institutionnelles de l’Assemblée Nationale de la République de Côte d’Ivoire;

• Son Excellence Monsieur Kouadio ADJOUMANI, Ambassadeur, Représentant Permanent;

• Son Excellence Monsieur Lambert Allou YAO, Ambassadeur, Représentant Permanent Adjoint;

• Monsieur N’guessan Bernard KOUASSI, Magistrat Hors-Hiérarchie, Directeur de Cabinet du.Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l’Homme;

• Monsieur Zirignon Constant DELBE, Magistrat Hors - Hiérarchie, Directeur des Droits de l’Homme au Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme, Président du Comité interministériel;

• Monsieur Kouassi Dominique N’GUESSAN, Sous-Directeur de l’ONU à la Direction de l’ONU et des Institutions spécialisées au Ministère des Affaires Etrangères, de l’Intégration Africaine et des Ivoiriens de l’Extérieur, Vice-Président du Comité interministériel;

• Madame Fanta KAGAMBEGA, Directrice Générale du Travail au Ministère de l’Emploi et de la Protection Sociale, membre du Comité interministériel;

• Monsieur Guillaume TANH, Conseiller Juridique du Ministre d’Etat, Ministre de la Défense, membre du Comité interministériel;

• Monsieur Jean Yves Meless ESSIS, Magistrat, Conseiller Technique du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l’Homme, membre du Comité interministériel;

• Monsieur Doheuly Célestin KAMIN, Magistrat Hors - Hiérarchie, Directeur de l’Administration Pénitentiaire au Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme;

• Monsieur Losseni DOSSO, Directeur des Affaires Juridiques, du Contentieux et de la Coopération Internationale du Ministère de l’Intérieur et de la Sécurité, membre du Comité interministériel;

• Madame Victoire Bandama AYEOURA, Directrice des Affaires Juridiques et du Contentieux du Ministère de la Santé, de l’Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle, membre du Comité interministériel;

• Monsieur Eugène ZAGRE, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux du Ministère de l’Environnement, du Développement Durable et de la Transition écologique, membre du Comité interministériel;

• Monsieur Guy Claude AKA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale du Ministère de la Femme, de la Famille et de l’Enfant, membre du Comité interministériel;

• Madame Rosine KANGAH, Ministre Conseiller à la Mission Permanente de Côte d’Ivoire à Genève;

• Ekué Jean-Marie AKA, Ministre-Conseiller à la Mission Permanente de Côte d’Ivoire à Genève;

• Monsieur Patrice Zah GOHI Bi, Ministre-Conseiller à la Mission Permanente de Côte d’Ivoire à Genève;

• Monsieur KOFFI Yao Trésor, Sous-Directeur chargé des conventions internationales et des procédures spéciales à la Direction des Droits de l’Homme, Secrétaire du Comité interministériel.

1. A/HRC/WG.6/47/CIV/1. [↑](#footnote-ref-2)
2. A/HRC/WG.6/47/CIV/2. [↑](#footnote-ref-3)
3. A/HRC/WG.6/47/CIV/3. [↑](#footnote-ref-4)